

Questions orales

et peut-il nous dire quelles sont les raisons techniques que suggérerait le ministre des Travaux publics hier qui sont la cause de ces retards?

L'hon. Michel Côté (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, je pense que, premièrement, avant de commencer à remettre des états financiers, ce qu'on a commencé à faire, c'était de remettre des terres qui avaient été injustement expropriées.

Deuxièmement, dans l'application de cette procédure et de cette politique, le gouvernement a pris toutes les mesures pour s'assurer que le programme et cette politique étaient suivis adéquatement, et nous avons informé de façon très minutieuse le bureau du Vérificateur général. Il est dit également que lorsque des états financiers sont remis en retard, ils sont présentés dans l'état des Comptes publics de l'année subséquente.

M. Boudria: Monsieur le Président, ce gouvernement est dans une étrange position pour parler d'injustice.

[Traduction]

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question supplémentaire, qui s'adresse au premier ministre, porte sur la Société immobilière du Canada. Au cours des derniers jours, nous avons été mis au courant d'au moins deux enquêtes de la GRC et d'une vérification interne de la part du ministère des Travaux publics. On parle maintenant du licenciement du conseil d'administration de la Société et il se pourrait sembler-t-il, que 50 autres propriétés aient fait l'objet de rachats et de reventes successifs.

Qu'attend donc le gouvernement pour agir au sujet de la Société immobilière du Canada, à Mirabel? Le premier ministre n'a-t-il donc rien appris de la Commission Parker et ne sait-il donc pas qu'il est temps de mettre de l'ordre dans ses affaires?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le Président, je pense encore une fois que le ministre a déjà répondu à cette question hier, et permettez-moi justement de rapporter ces propos-là. Dans un premier temps, cette politique de redistribution des terres a été décidée et engagée par ce gouvernement et engagée et je l'ai mentionné: toutes les procédures ont été prises par le gouvernement pour s'assurer justement du bien-fondé et du suivi de ces différentes activités-là. Encore une fois, le Vérificateur général, dans son rapport, a commenté l'excellente performance du gouvernement, et nous sommes convaincus, comme je le disais, que le ministère et le gouvernement sont convaincus que toutes les procédures ont été prises pour s'assurer que la situation a été «exécutée» d'une façon équitable.

[Traduction]

LE DÉSARMEMENT

L'ACCORD AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE—LES COMMUNICATIONS
AVEC LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS ET RUSSES

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je voudrais tout d'abord signaler à quel point tous les Canadiens sont heureux du traité historique signé à Washington hier par le secrétaire Gorbachev et le président Reagan.

Des voix: Bravo!

Mme Jewett: Étant donné que certains craignent cependant que l'élimination des missiles nucléaires à portée intermédiaire n'entraîne une augmentation du nombre de missiles nucléaires lancés par sous-marins ou aéroportés et que le président Reagan a reconnu que cela pourrait effectivement se produire des deux côtés, le premier ministre peut-il dire à la Chambre si, avant le début des négociations des forces nucléaires à portée intermédiaire, il a communiqué avec le secrétaire Gorbachev et le président Reagan pour leur signaler qu'il serait souhaitable de réduire aussi le nombre de missiles de croisière lancés par sous-marins et aéroportés et, dans l'affirmative, ce qu'ils lui ont répondu?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je me joins à mon honorable amie pour féliciter les deux parties de la signature de ce traité historique qui vise à réduire le nombre d'armes nucléaires et je sais qu'elle voudra particulièrement que je transmette au nom du gouvernement du Canada nos félicitations au président Reagan et à tous les membres de l'OTAN dont l'esprit de solidarité a beaucoup contribué à cette réalisation.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: A mon avis, il importe de souligner à la Chambre que la signature de ce très important traité, que n'avaient pu obtenir les dirigeants des deux puissances dans le passé, a été rendue possible en grande partie grâce à l'esprit de solidarité de l'OTAN et à l'habileté politique des dirigeants des deux côtés.

Pour répondre à la question de la députée, j'ai effectivement eu le privilège de communiquer avec le secrétaire général et le président des États-Unis à ce sujet peu de temps avant la signature du traité il y a quelques jours.

LES MISSILES LANCÉS PAR AIR OU PAR MER

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, le premier ministre n'a pas précisé s'il leur avait demandé d'aborder la question d'une réduction massive des armes offensives stratégiques.

L'a-t-il demandé, ou a-t-il dit à tous deux que le Canada est particulièrement préoccupé au sujet des missiles de croisière lancés par air ou par mer et des missiles balistiques? L'a-t-il demandé expressément? Enfin, a-t-il insisté auprès des deux chefs d'État pour leur faire comprendre la nécessité d'une interdiction totale et immédiate des essais nucléaires, avant que l'on n'assiste à une nouvelle accélération de la course aux armes nucléaires?